



29. JUN. 2012 9:15

MRW DGATLP CHARLEROI 071/654977

N° 652 P. 1



Wallonie



Service public
de Wallonie

DG04

DIRECTION EXTERIEURE
HAINAUT II

Rue de l'Ecluse 22
B-6000 CHARLEROI
Tél. : 071 65 48 80
Fax : 071 65 49 77

Votre contact :
Valérie PECRIAUX - 071/65.48.89
valerie.pecriaux@spw.wallonie.be

BRUSSELS SOUTH CHARLEROI
AIRPORT
rue des Frères Wright 8
6041 GOSSELIES

Charleroi, le 24 MAI 2012

Vos réf. : PL/mb/12-26
Nos réf : F0414/52011/UCP3/2012/63//234225

Annexe : 1 arrêté de décision sur une demande de permis d'urbanisme

OBJET : Permis d'urbanisme : Décision du fonctionnaire délégué
Projet : Réaménagement du parking "Express" et de la gare des bus, rue des
Frères Wright 8 à 6041 GOSSELIES

Mesdames, Messieurs,

Je vous prie de trouver, en annexe, la décision prise concernant la demande de
permis d'urbanisme visée sous objet.

J'adresse par même courrier, copie de la présente décision au Collège communal de
la commune de CHARLEROI.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de ma considération
distinguée.

Le Fonctionnaire délégué,

Raphaël STOKIS

Directeur

*Envoyé par fax le
29/06/12 au 071/651.801 à Mme Boudin*

Responsables des dossiers : Aurélie HOCHART & Muriel LE CLERCQ, Attachées
Responsable de service : Sylvie ROCHEZ, Attachée
Toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS, Fonctionnaire délégué

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE
Rue des Brigades d'Irlande 1, B-5100 Namur (Jambes) • Tél. : 081 33 24 05 • Fax : 081 33 24 42





Service public de Wallonie

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE
Direction extérieure de CHARLEROI

ANNEXE 12 FORMULAIRE G

Personnes de droit public ou actes et travaux d'utilité publique

Décision d'octroi du permis d'urbanisme

Réf. externe : PL/mb/12-26

Nos réf.: F0414/52011/UCP3/2012/63/234225

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie en vigueur;

Vu le décret du 27 mai 2004 et l'arrêté du Gouvernement Wallon du 17 mars 2005 portant respectivement codification de la partie décorétale et de la partie réglementaire des dispositions du Livre 1^{er} du Code du droit de l'environnement;

Considérant que BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis rue des Frères Wright 8 à 6041 GOSSELIES, cadastré GOSSELIES: C* ayant pour objet: Réaménagement du parking "Express" et de la gare des bus.;

Considérant que la demande complète de permis a été adressée au Fonctionnaire délégué de la DIRECTION DU HAINAUT II de la Direction Générale opérationnelle - Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie, en date du 10/04/2012;

Considérant que selon les dispositions du plan de secteur de CHARLEROI, le bien se situe en zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel (Arrêté du 10/09/1979);

Considérant que le bien se situe dans un périmètre de réservation;

Considérant que le bien se situe dans un périmètre de reconnaissance économique: "Zone d'activité économique de l'Aéropôle" approuvé par arrêté le 05/09/1991 (affectation: Artisanat et services);

Considérant que le bien se situe dans un périmètre de rénovation urbaine "Jumet" (Arrêté du 31/10/1975);

Considérant que le bien se situe le long de la Rue des Frères Wright;

Considérant que le bien se situe dans une Zone vulnérable basée sur une courbe provisoire de risque et sur une distance de 200m autour du site SEVESO;

Considérant que le bien se situe dans le périmètre de servitude aéronautique;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit C' de 60 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit B' de 65 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit A' de 70 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que conformément à l'article D.68 §1^{er} du livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier de demande de permis, a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre I^{er} du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'il résultait des caractéristiques du projet, de son impact sur l'environnement pris au sens large, de sa localisation, qu'il n'y avait pas lieu de requérir la réalisation d'une étude d'incidences du projet sur l'environnement, qu'en outre le dossier permet d'appréhender de manière adéquate et suffisante les divers impacts du projet ;

Considérant que l'avis du Collège communal de et à CHARLEROI, sollicité en date du 19/04/2012 est réputé favorable ;

Considérant que l'avis de la DGO ARNE - Direction des Risques Industriels, géologiques et miniers - Cellule RAM (Risques d'accidents majeurs), sollicité en date du 19/04/2012 et transmis en date du 03/05/2012 est favorable ;

Considérant que l'avis de l'IGRETEC - Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques, sollicité en date du 19/04/2012 et réceptionné en date du 30/04/2012 est favorable, mais signale qu'il ne peut en aucune manière être considéré comme l'avis de l'organisme d'assainissement agréé relatif au rejet éventuel des eaux usées ;

Considérant que le projet consiste au réaménagement d'un parking "Express" de 300 places et d'un parking bus ; que le parking projeté remplacera l'actuel parking "Express" dans un périmètre qui reste quasi identique à l'exception d'une extension d'environ 500 m² le long de la voirie d'entrée ; que ses transformations impliquent une réorganisation interne, laquelle est réalisée essentiellement par un nouveau marquage au sol, ainsi qu'une réorganisation du fonctionnement de la garde des bus ;

Considérant que les travaux consistent plus précisément :

- à la démolition sélective d'éléments surfaciques, linéaires et ponctuels (portiques, bordures "new jersey", poubelles, ...) ;
- des travaux préparatoires : terrassement en remblais (540 m³) de manière à étendre le parking "Express", effacement du marquage au sol ;
- la construction des murs de soutènement ;
- la pose des éléments linéaires (bordures, îlots, ...) ;
- la pose des éléments ponctuels (poteaux d'éclairage, panneaux de signalisation, barrière automatique, ...) ;
- la réalisation du marquage au sol ;

Considérant que l'article 34 du Code précité stipule que "§ 1^{er}. (La zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est destinée à recevoir les activités visées aux articles 30 et 30 bis et les activités agro-économiques de proximité, à l'exclusion des activités de vente au détail - Décret du 30 avril 2009, art. 20, 2°). Son affectation est déterminée en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes. Cette zone comporte un périmètre ou un dispositif d'isolement (, sauf pour la partie du périmètre qui se situe le long d'une infrastructure de communication utile à son développement économique ou lorsqu'un dispositif naturel ou artificiel, relevant du domaine public, constitue lui-même un périmètre ou un dispositif d'isolement suffisant -

Décret du 30 avril 2009, art. 20, 3°) ; Le logement de l'exploitant ou du personnel de gardiennage peut y être admis, pour autant que la sécurité ou la bonne marche de l'entreprise l'exige. Il fait partie intégrante de l'exploitation. La mise en œuvre d'une zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est subordonnée à l'adoption par le conseil communal, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé par le Gouvernement, d'un rapport urbanistique et environnemental, conforme à l'article 33, § 2, et, le cas échéant, à l'article 33, § 2 bis, et à son approbation par le Gouvernement.

Considérant que le projet dont question doit être considéré par sa nature et sa vocation comme un équipement de service public ; qu'il est repris dans le périmètre de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 adoptant l'avant-projet de révision des planches 46/4 et 46/8 du plan de secteur de Charleroi en vue de l'inscription, sur le territoire de Charleroi (Gosselies, Jumet et Ransart) de zones de services publics et d'équipements communautaires destinées à permettre l'extension des infrastructures aéroportuaires de Charleroi-Bruxelles Sud ; que l'ensemble de ces éléments confirme le caractère public de l'infrastructure envisagée ;

Considérant que ses aménagements sont nécessaires afin d'optimiser non seulement l'utilisation de l'espace disponible mais aussi à améliorer la fluidité dans la zone d'accès au terminal ;

Considérant qu'il s'agit de travaux techniques ; que le projet améliore la situation existante ; qu'il respecte le bon aménagement des lieux et est conforme à l'affectation du plan de secteur ;

Au vu de ce qui précède,

DECIDE

Article 1^{er} : Le permis d'urbanisme sollicité par BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA est octroyé.

Le titulaire du permis devra :

- Exécuter les travaux conformément aux plans joints à la demande de permis ;
- Sous réserve du respect et sans préjudice du droit des tiers ;


Article 2 : Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

Article 3 : Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 4 : Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

A CHARLEROI, le
Le fonctionnaire délégué

24 MAI 2012


Raphaël STOKIS
Directeur

Extraits du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie**1) VOIES DE RECOURS**

Art. 127. § 6. Le demandeur et le collège communal peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué ou de l'écoulement du délai visé à l'article 127, § 4, alinéa 2.

2) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué, ou le jugement visé à l'article 156, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

3) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 86, § 1^{er}. Si, dans les deux ans de l'envoi du permis d'urbanisme, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux de manière significative, le permis est périmé.

§2. Le permis est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi, sauf si la réalisation a été autorisée par phases. Dans ce cas, le permis détermine le point de départ du délai de péremption pour chaque phase autre que la première.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

4) PROROGATION DU PERMIS

Art. 86, §3. A la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période d'un an. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'article 86, § 1^{er}.

La prorogation est accordée par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué.

5) CERTIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX

Art. 139. Selon les dispositions que peut arrêter le Gouvernement, dans le délai de soixante jours à dater de la requête que le titulaire du permis ou le propriétaire du bien adresse simultanément au collège communal et au fonctionnaire délégué, il est dressé une déclaration certifiant que :

- 1° les travaux sont ou ne sont pas achevés dans le délai endéans lequel ils devaient être achevés ;
- 2° les travaux ont ou n'ont pas été exécutés en conformité avec le permis délivré.

Si les travaux ne sont pas achevés dans le délai ou ne sont pas conformes au permis délivré, la déclaration doit, selon le cas, contenir la liste des travaux qui n'ont pas été exécutés ou indiquer en quoi le permis n'a pas été respecté.

6) MODALITES AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX

Art. 137. Le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation par les soins du collège communal.

Il est dressé procès-verbal de l'indication.